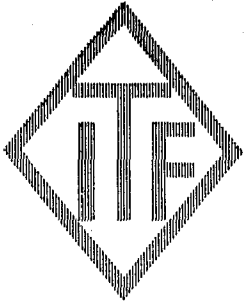


# FASCISME

N° 9

Amsterdam, le 3 novembre 1934.



Les Allemands font des provisions! (I.T.F.) Les faits valent plus que la propagande. L'excédent des exportations allemandes a reculé sous la domination hitlérienne. Les importations de produits alimentaires et de matières premières pour l'industrie du vêtement ont été systématiquement comprimées au profit du matériel d'armement. A présent une pénurie d'articles de première nécessité commence à se faire sentir. Les journaux assurent, il est vrai, le plus sérieusement du monde : " On finira par nous supplier d'acheter des matières premières" (Völkischer Beobachter), mais les ménagères allemandes, se rappelant les quatre années de guerre et les trois années d'inflation, cherchent à prendre leurs précautions. La presse provinciale écrit : " De sources obscures surgissent des bruits disant que tel ou tel article d'usage quotidien ne pourra très prochainement plus être obtenu dans le commerce libre... On achète des articles jusqu'à épuiser les stocks, du savon, du fil, des cotonnades par balles et par 50 kgs. ("Rote Erde" organe officiel du Parti national-socialiste, Dortmund, le 22 octobre).

Cela paraît à peine possible et c'est néanmoins ainsi : les ménagères de Munich ont commencé une espèce de mouvement subversif. Elles se sont réunies en des colonnes d'assaut. Leurs attaques combinées visent les stocks de marchandises accumulés dans les grands magasins, dans les affaires moyennes et même dans les petites boutiques de notre ville. Ce n'est pas hier ou avant-hier qu'est né ce mouvement; on peut s'en apercevoir depuis quelques semaines déjà. Pour commencer, c'était le savon dont on faisait des provisions, d'abord en hésitant et ensuite avec de plus en plus de convoitise; à l'heure qu'il est il y en a sans doute des stocks énormes dans toutes les maisons. Ensuite, quelqu'un a lancé le mot d'ordre: il n'y a plus de fil à coudre et les colonnes d'assaut des ménagères prévoyantes de se mettre en mouvement pour le fil et de remplir pendant des heures, la plupart du temps en faisant la queue, les grands magasins et les boutiques." (Völkischer Beobachter, édition pour le Sud de l'Allemagne du 13 octobre.) Le journal annonce aussi qu'on ne se borne pas à l'approvisionnement en savon et en fil: une ménagère achète par peur uniquement d'une pénurie des articles d'usage quotidien, 100 pains de savon à la fois; une autre achète 40 livres de margarine et une troisième 50 kgs de farine. "Dans plusieurs affaires, diverses cotonnades sont épuisées à la suite des achats considérables de la part du public!" (Rapport de septembre des organisations de l'industrie cotonnière allemande)

Le ministre de la Propagande le Dr. Goebbels a fait appel à toute l'organisation du Parti pour mettre fin à cette psychose des provisions. Ces achats en grandes quantités de la part de ceux qui ont encore des ressources ont en effet pour conséquence non seulement de réduire les stocks disponibles, mais aussi de faire augmenter l'inquiétude dans les milieux ouvriers lesquels, avec les salaires misérables qu'on leur paye, ne sont pas en mesure d'acheter quotidiennement les articles de première nécessité et ne peuvent donc guère songer à faire des provisions. Dans les réunions du Front allemand du Travail ont réagi énergiquement contre les "approvisionneurs" qu'on déclare être "des défaitistes, des crapules, des égoïstes, des ennemis de la communauté". Le Président de la Chambre de Commerce de Cologne, le banquier Von Schröder, un des bailleurs de fonds les plus influents du parti national-socialiste, cherche à apaiser les esprits: " Dans l'Etat national-socialiste on ne tolérera pas un renchérissement de la vie. Il ne saurait y être question d'une pénurie d'articles de nécessité primordiale". (D'un discours prononcé le 27 octobre). Toutefois le préfet de Cologne, l'ancien chef de la police secrète de l'Etat doit reconnaître: " La nécessité d'adapter l'importation de matières premières étrangères aux entrées en devises étrangères et aux possibilités d'échange, a amené une absurde vague d'achats et a fait monter d'une manière injustifiée les prix de divers articles d'usage quotidien... Le gouvernement ne tolérera pas que la sottise attitude de certains milieux aisés, préoccupés de leur propre bien-être, crée du désordre et de la confusion dans l'approvisionnement de la population en articles de première nécessité" (24 octobre).

Personne en Allemagne ne croit à une action quelconque des Nazis contre les milieux aisés. Le programme du parti promettait " la confiscation des provisions exagérées... mesure punitive de justice qui ne demande aucune explication de principe". Le programme reste "inaltérable", mais les gens continuent à faire des provisions, les classes aisées prennent leurs précautions et aucun national-socialiste n'ose toucher à ces "ennemis de la communauté."

Les loyers montent. - Les asiles pour sans-logis regorgent (I.T.F.) Le Troisième Reich a vidé les caisses pour des fêtes et des parades. La création artificielle de possibilités de travail s'écroule, le chômage augmente de nouveau dans bien des professions. Dans la période allant de fin mars au 31 août, le chômage parmi les ouvriers du bâtiment était de 53%; on ne bâtit plus que des casernes, des caves de protection contre les attaques aériennes et des palais pour le parti nazi. Les casernes de l'armée impériale d'avant la guerre qui avaient été transformées en des immeubles d'habitation ont dû être évacuées sur l'ordre de la Reichswehr. Cela a considérablement aggravé la pénurie des logements et les propriétaires de maisons cherchent à profiter de cet état de choses en augmentant les loyers. La protection légale des locataires a été abrogée en majeure partie ( le 31 mars 1933). Les propriétaires "usent toujours davantage de manière arbitraire et sans aucun égard à la situation sociale de leurs locataires de l'extension de leur droit de dénonciation. Dans des cas exceptionnels uniquement ils sont encore disposés à louer au prix légal des demeures qui deviennent libres. Il n'est pas rare que le loyer s'élève au double du loyer d'avant-guerre, même pour des habitations encore relativement bon marché! Le "Deutsche Mieter Zeitung" (Journal des locataires allemands) auquel nous empruntons ces constatations, déclare dans son numéro du 1er octobre 1934, que "de toutes les régions de pays on annonce une hausse des loyers". Dans la ville de Jena il y a déjà eu de vraies batailles entre locataires et propriétaires. Le maire a affirmé que "des canonnades de jurons, des balais et seaux ainsi que des armes légères et lourdes" jouaient un rôle dans ces disputes. La pénurie de logements est particulièrement grande dans les villes d'Allemagne orientale, des deux cotés du corridor polonais, qui sont occupées en général par les garnisons du service du travail, les troupes aériennes et la Reichswehr. Les ouvriers et les chômeurs ne peuvent plus payer les loyers augmentés; près de Kustrin les locataires "qui refusent de payer" doivent sur l'ordre du maire être "misérablement logés dans une baraque primitive". Le maire de Königsberg, capitale de la Prusse orientale, constate que dans "la période actuelle de pénurie extrême de logements" les propriétaires de maisons construites avant 1914 " qui réclament six mois à un an de loyer payé d'avance, et cela à un taux majoré de 50 p.100 ou davantage, ne sont pas rares." Vu que les ouvriers ne sont pas en mesure de payer des loyers élevés, l'asile municipal pour les sans-logis regorge. Le maire national-socialiste estime par conséquent "qu'il vaut mieux de laisser vivre deux familles dans une demeure exigüe (!)".

Abondance et misère (I.T.F.) "De grandes parties du Reich sont en proie à la faim et à la misère sans qu'un remède efficace ait jusqu'à présent pu être retrouvé. Bien des Allemands ne savent pas à l'heure qu'il est combien cette misère est grande." (Hitler, lors de l'inauguration du secours d'hiver le 9 octobre 1934)

"Les temps sont passés où en Allemagne l'abondance allait de pair avec la pire misère" (le comte Reischach, membre de la petite Conférence du Front allemand du travail, dans le journal national-socialiste "Rote Erde" de Dortmund, N° du 22 octobre 1934).

Le journal quotidien du Front allemand du travail, "Der Deutsche" du 18 octobre 1934, annonce qu'en Turinge dans la région de la ville aux jouets Sonneberg, un souffleur de verre, marié, ayant 6 enfants, ne touchent "après un travail exténuant de 10 heures par jour auquel la femme et les enfants doivent encore prêter la main, 18 à 20 marks par semaine pour se nourrir, se loger et se vêtir. Souvent évidemment il ne touche rien du tout lorsque, pendant la morte saison, il n'a pas de commandes. C'est là un cas parmi mille autres."

Le "Völkischer Beobachter" (N°234) de son côté cite une série de traitements de directeurs généraux. Chacun de ses directeurs touche entre 30.000 et 40.000 marks par an, soit de 575 à 885 marks par semaine. Ces traitements sont souvent accompagnés de prétendues indemnités qui la plupart du temps sont plus élevées que l'énorme traitement. Avec cela, les directeurs généraux ont dans le Troisième Reich la certitude de ne pas se trouver dans le cas des souffleurs de Sonneberg qui "souvent évidemment ne touchent rien du tout". On peut bien dire que "les temps sont passés où en Allemagne l'abondance allait de paire avec la pire misère"....

Exportations de famine. (I.T.F.) Le dictateur économique le Dr. Schacht, avait déclaré le 26 août, dans un discours à la Foire de Leipzig, que l'industrie serait mise à même, au moyen de subventions de l'Etat sur les salaires, de pratiquer du dumping. Vu que les Nazis ont vidé les caisses, on a pensé d'abord que l'on renoncerait à ces subventions. A présent toutefois la dictature nazie a trouvé l'expédient de mettre à la disposition des industries d'exportation avant tout une subvention de 3 marks par jour et par homme, en grevant davantage les ouvriers. Le mandataire du Dr. Schacht, le président de la Caisse nationale de l'assurance-chômage déclare (dans le dernier numéro --N° 14 -- de la publication "Arbeitslosenhilfe" : " Nous nous sommes jusqu'à présent rigoureusement abstenus de mêler l'industrie privée à nos efforts de secourir les chômeurs au moyen de travaux productifs. Nous avons nos bonnes raisons pour cela. Sans parler du fait que nous voulions éviter d'être suspectés de "dumping", il ne nous semblait pas faisable d'influencer au moyen de ressources publiques la concurrence naturelle à l'intérieur du pays." La production de matières premières, toutefois, "apporte des possibilités augmentées de travail au marché allemand et de telle sorte des économies en allocations de chômage. Il y a par conséquent tout lieu d'examiner si le secours aux chômeurs au moyen de travail productif ne ferait pas bénéficier à présent ce secteur de l'industrie privée de ses ressources financières." La caisse finance les travaux pour combattre le chômage, reconnus par elle, au moyen de 3 marks par jour et par chômeur, qu'elle puise aux ressources réunies par une retenue sur les salaires des ouvriers et employés. Les ouvriers allemands travaillent--le Dr. Ley l'a reconnu lui-même à des salaires de famine. Des taxes sur ces misérables salaires doivent servir à financer un dumping "national-socialiste".

Les chômeurs sous le régime hitlérien (I.T.F.) Le Commissaire du travail pour le district de Basse-Saxe, le Dr. Markert, était en même temps maire de la ville de Brême. Les nationaux-socialistes qui voient en lui un représentant de la dictature, avaient pour lui une telle haine que, les "agitations et tensions" nées selon des renseignements officiels, dans le parti national-socialiste, ont amené Hitler à charger le ministre Kerrt de contraindre le Dr. Markert à résigner immédiatement ses fonctions de maire. L'ancien chef de l'Assistance publique a été désigné pour succéder au Dr. Markert. Dans le discours fait lors de son entrée en fonctions, le nouveau maire a annoncé des mesures qui "grevent lourdement jusqu'aux plus pauvres des citoyens", une réduction du maigre secours de chômage municipal.



Le gouvernement de Bavière a annoncé que dorénavant tous les chômeurs qui refusent le travail qu'on leur offre, seront envoyés pour au moins trois mois au camp de concentration de Dachau. Les chômeurs bavarois se trouvent donc placés devant l'alternative ou bien de faire du travail forcé à peine rétribué, logés dans des baraquements, ou bien de se voir transférés dans l'enfer du camp de concentration.

Suivant l'exemple donné par le Reich, le conseiller national-socialiste Andres a annoncé pour le district de Grosses Werder dans l'Etat libre de Dantzig, que cet hiver on ne payerait pas de secours de chômage. Les caisses des provinces et des municipalités ont été vidées par les Nazis en 15 mois et les chômeurs doivent en supporter à présent les conséquences.

La fissure dans la communauté populaire (I.T.F.) Le Troisième Reich fait de nouveau des quêtes pour le secours d'hiver. Le gouvernement invite les citoyens à y contribuer, chacun dans la mesure de ses moyens comme l'année dernière. Le gouvernement utilise tout le produit des impôts pour son appareil de terrorisation et pour se préparer à la guerre; les chômeurs doivent se contenter d'aumônes. Avec beaucoup d'emphase les chefs nazis déclarèrent que le secours d'hiver prouverait combien la communauté populaire était forte. On espérait que cette "preuve vivante de solidarité nationale" détruirait finalement chez les ouvriers allemands la foi en la solidarité internationale. Seulement Hitler lui-même dut reconnaître le 9 octobre, lors de l'inauguration de l'action du secours d'hiver, que, l'année précédente "les dons recueillis dans les quartiers pauvres étaient plus élevés que ceux des quartiers aisés". La solidarité nationale qui était appelée à remplacer la solidarité internationale s'est trouvée être une duperie. Hitler a supplié les gens aisés de ne pas considérer leur contribution à l'oeuvre du secours d'hiver comme un sacrifice mais comme...une prime d'assurance contre la révolution sociale.

Le paiement de cette prime a été rendu facile aux capitalistes: L'impôt sur la fortune et la taxe de succession ont été diminués de plusieurs millions et sur ces millions qu'on leur a donnés, les riches restituent une parcelle comme une preuve de leur "solidarité nationale".

En compensation, les retenues effectuées sur les salaires des ouvriers et employés ont été augmentées. L'année passée déjà la résistance était vive contre la retenue sur le salaire de l'aumône facultative. Afin de calmer les travailleurs, l'office de presse du Front allemand du travail avait promis le 30 janvier 1934: "Pendant des mois, nous avons versé de l'argent pour le secours d'hiver. Le secours d'été de cette année rendra superflu le secours d'hiver l'année prochaine". Le secours d'été de 1934 consistait en une majoration des prix et une pénurie de matières premières et cette année, les retenues sur les salaires, loin d'être diminuées, ont été redoublées. L'année dernière, chaque salarié voyait se retenir chaque mois les  $3/4\%$  de son revenu mensuel, soit une retenue totale de  $4\frac{1}{2}\%$  du traitement d'un mois; cette année, on retient  $8\frac{1}{2}\%$  du salaire d'un mois, répartis à raison de  $2\%$  en novembre et décembre et  $1\frac{1}{2}\%$  en janvier, février et mars. Pendant que les riches voient s'alléger leurs impôts, les classes laborieuses doivent consentir à une nouvelle réduction de leur revenu, ce qui leur est particulièrement pénible cette année où le renchérissement de la vie fait presque journellement baisser le pouvoir d'achat des salaires.

Le chemin du Front du travail. (I.T.F.) Le 24 octobre Hitler a promulgué un décret sur "l'essence et les fins du Front allemand du travail". Le décret en cause ne contient toutefois rien de neuf sur la nature et les aspirations de cet immense appareil. Des questions en suspens restent indécises. L'opposition entre les organisations patronales et la direction du Front du travail n'est pas effacée par ce décret; elle n'est que camouflée avec démagogie: les employeurs doivent payer, à côté de leur cotisation à l'organisation patronale la cotisation au Front du travail. Entretemps toutefois, le comte von der Goltz, chef des organisations patronales, a organisé (ainsi qu'il l'a déclaré dans une interview dans le "Westdeutscher Beobachter" du 11 octobre) comme un contrepoids à chacune des 18 communautés d'entreprise nationales, une section corporative d'industriels. Les organisations patronales constituent ensemble la "direction économique". Les ouvriers et employés sont exclus de la direction de l'économie allemande; sous la dictature nazie, ils ne sont que

l'objet des mesures prises sur le terrain économique par les employeurs et les bonzes nazis. Le Front du travail dont les fonctions principales sont occupées par des représentants des employeurs, doit se borner à prier les employeurs "d'avoir la compréhension voulue pour les revendications légitimes des ouvriers" et les ouvriers de "comprendre la situation et les possibilités de l'entreprise qui les occupe". Ce sont toutefois les bonzes, nommés et non élus, du Front du travail qui déterminent lesquelles parmi les revendications des travailleurs sont "légitimes". Ils ont pour tâche "de trouver entre les réclamations justifiées de tous les intéressés l'équilibre qui correspond aux principes nationaux-socialistes". Lorsqu'ils ont réussi à découvrir cet équilibre, ils ont le droit de soumettre au Commissaire au travail une proposition que celui-ci va peut-être jusqu'à lire. Le chef des organisations patronales a depuis longtemps cet équilibre: chaque entreprise, une caserne. "L'évangile du national-socialisme... chaque citoyen un collaborateur à la même oeuvre, quoiqu'à des postes différents et avec une valeur de rendement naturellement (!) différenciée--mais en tous cas tels que des soldats et officiers de différents grades...". Von der Goltz voit dans cette "éducation dans un esprit d'union" un "terrain spécial pour l'activité du Front allemand du travail". \* découvert

Le Front allemand du travail déduit de cette tâche un certain droit de regard dans les entreprises. Le comte von der Goltz déclare toutefois: " Il n'y a plus de place dorénavant pour ces permanents étrangers à l'entreprise, qui cherchaient à arracher le plus et à consentir le moins possible". Des griefs ne peuvent plus être formulés que par les ouvriers individuellement. Les employeurs s'opposent même à une représentation du Front du travail dans les entreprises et Hitler n'a pas eu le courage de les contrecarrer. Il s'est montré d'autant plus énergique vis-à-vis des travailleurs. Le lien existant jusqu'à présent entre le Front du travail et le Parti national-socialiste, au moyen de l'union personnelle de la bonzocratie brune, a été resserré; le Front du travail est devenu une section du Parti. C'est là une chose d'une extrême importance pour les ouvriers, puisque tous les membres du Front allemand du travail sont en cette qualité soustraits à la juridiction régulière et soumis à la justice spéciale du Parti national-socialiste (art. 3). Cette disposition peut avoir des conséquences de vaste portée et dans certaines circonstances remplacer presque complètement les tribunaux prud'hommaux par les tribunaux du parti national-socialiste. Or, la cour prud'hommale observe encore une certaine équité entre les parties, mais le tribunal de parti juge de manière arbitraire.

Afin de faciliter le contrôle, le corps des militants des Nazis est groupé de manière plus serrée. Pour détenir une fonction il est nécessaire ou bien d'être membre du Parti ( tous les membres du parti national-socialiste, salariés ou employeurs sont automatiquement inscrits dans les listes de l'organisation des cellules d'entreprise) ou bien être pour le moins membre des S.A. ou S.S. Les éléments jusqu'ici politiquement inorganisés sont soumis à la discipline des S.A. Le choix et la nomination ont lieu dorénavant par le Dr. Ley et ses mandataires; l'Office du personnel du parti nazi, qui se chargeait jusqu'à présent des nominations, a été éliminé. La position du Dr. Ley en a été sensiblement renforcée. Le prestige du remplaçant de Hitler, qui, le 19 juillet, avait confirmé le Dr. Ley dans ses fonctions, n'était pas suffisant pour faire entendre raison aux chefs rebelles des cellules d'entreprise. A présent, le fait que le Dr. Ley dispose d'une autorité illimitée sur plusieurs milliers de bénéficiaires de prébendes, lui a conféré un pouvoir avec lequel ses adversaires ne peuvent pas se mesurer. Il a en outre la satisfaction de voir son rival Forster contraint de laisser incorporer les organisations d'employés récalcitrantes dans les communautés nationales d'entreprise.

Hitler toutefois ne veut pas que Ley devienne trop puissant: il lui a pris les fonds. Dès le 23 mars 1934 les caisses du Front du travail ont été placées sous le contrôle du parti national-socialiste. Cependant, Ley était aussi le "fidei-commissaire" pour la gestion de la fortune volée aux syndicats libres. A présent, cet argent volé a été soustrait aux mains du Dr. Ley et transféré au Front du travail contrôlé par le parti national-socialiste. (De la sorte il en reprend tous les engagements) Le système de gestion des fonds du Front du travail n'a cependant pas été modifié par Hitler. Il continue, ainsi que l'a déclaré le Dr. Ley à la session du 20 octobre, comme par le passé à se soustraire au contrôle des ouvriers. L'unique chose qui procure aux travailleurs des renseignements sur ce que devient leur

argent, ce sont comme auparavant les procès pour corruption. Seule la caisse centrale du parti nazi a le droit de demander à examiner les livres de caisse--Le Dr. Ley a fait célébrer son succès personnel comme une grande victoire. On lui a permis ces fêtes car les Nazis espèrent qu'après cette réorganisation du Front du travail finalement seront éliminés "jusqu'aux derniers vestiges de la pensée syndicaliste et des formes organiques syndicales".

Le socialisme en pratique. (I.T.F.) Le Front du travail dantzigois a organisé des cours d'équitation; chaque ouvrier doit avoir la possibilité d'apprendre à monter à cheval.

Une semaine avant cette mesure de "socialisme pratique", l'abattoir de Dantzig publiait son rapport annuel: La consommation de viande a été inférieure pendant l'exercice 1933/34 de 4% à celle de l'année de crise 1932/33. Les prix de la viande ont augmenté de la moitié environ au profit des importateurs de bétail. L'abatage de chevaux--indice sûr de la misère croissante-- a augmenté de 48%. Le président du Sénat a annoncé une nouvelle réduction des salaires et traitements de 25%....Le Front du travail ne réagit pas; il organise des cours d'équitation.

Une garantie sûre. (I.T.F.) Au début de novembre, Mussolini désire proclamer la réalisation de l'Etat corporatif. Conformément au mandat qui lui a été conféré, le gros industriel milanais Pirelli a surveillé les derniers préparatifs et il vient de présenter son rapport à Rome (le 15 octobre) en la présence de Mussolini. Pirelli est satisfait: Le fascisme a rendu aux industriels des pouvoirs absolus dans l'entreprise, pouvoirs qui avaient été minés par l'intervention des syndicats et conseils de délégués du personnel. Il est vrai que dans les corporations, des représentants ouvriers siégeront à nombre égal à côté des représentants des employeurs. Le patronat n'a toutefois pas besoin de se faire des soucis de ce côté. Les représentants "ouvriers" sont désignés par le gouvernement et pour comble de sécurité, il y aura encore dans les corporations des conseillers techniques nommés par le gouvernement et des représentants du parti fasciste. "Les fonctions des représentants du Parti dans les diverses corporations et surtout les pouvoirs réservés au Chef du gouvernement constituent (pour les industriels! Red.) la garantie la plus sûre contre la prédomination de toute forme d'égoïsme (des ouvriers! Red.)". Les corporations sont devenues une protection sûre pour les industriels; leur radicalisme occasionnel qui inquiète certains industriels n'est destiné, selon les expériences acquises par Pirelli, qu'à tranquilliser les travailleurs.

Il estime cependant que Mussolini lui-même va quelquefois trop loin dans sa propagande radicale. Dans un discours fait devant des ouvriers, Mussolini a dit que les trois quarts de l'industrie italienne ne peuvent subsister que grâce à l'aide de l'Etat. Si seulement il voulait, l'Etat corporatif pourrait d'un seul coup reprendre les principales branches de la vie économique, telle était la puissance de la dictature fasciste sur une base corporative! L'industriel Pirelli ne contesta pas que l'industrie italienne est en partie réduite à accepter des secours de l'Etat mais il déclara que malgré cela, l'Etat n'avait rien à dire. Les industriels continuent à accorder une importance primordiale à la propriété privée et à l'initiative individuelle--principe dont les employeurs ne s'écarteront "en aucun cas."

Mussolini a avalé ces critiques; il s'est même solidarisé avec les industriels: "Les industriels italiens ont compris et comprennent quelle est leur tâche, quelle est leur place et quelle devra être leur fonction dans la nouvelle ordonnance corporative de l'économie italienne"!

Déposer une couronne sur le tombeau de Wallisch est un méfait grave. (I.T.F.) Il y a quelques semaines un cheminot de Bruck a déposé une couronne sur le tombeau de Wallisch. Il a été dénoncé et la Chambre disciplinaire des chemins de fer fédéraux d'Autriche l'a condamné à une révocation immédiate avec perte de tous les droits acquis, y compris les titres à une pension pour ses ayants-droit! La dictature chrétienne craint, même mort, ce combattant héroïque pour la liberté!

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

L'organisation des cheminots autrichiens est en vie (I.T.F.) Une Conférence extraordinaire nationale des cheminots autrichiens vient de nous prouver que l'ancienne organisation libre a su tenir tête aux coups formidables de la réaction et que l'esprit socialiste parmi les cheminots est vivant. La première conférence du nouveau groupement a été tenue le 1er dimanche d'octobre dans une ville industrielle de Styrie. 40 hommes de confiance de toutes les parties du pays y ont participé. Tous ont déclaré que le travail progresse et que des centaines de militants sont au service de l'organisation en dépit des dangers formidables que cette activité comporte. Toutes les décisions ont été prises à l'unanimité. La résolution suivante manifeste clairement l'esprit de la conférence:

" La réaction fasciste a dissous l'organisation libre des cheminots autrichiens qui avait fait ses preuves pendant de longues années de lutte héroïque. La pensée socialiste et syndicaliste est néanmoins restée vivante parmi les cheminots. Réunis en une première conférence nationale après la dissolution de leur organisation, les délégués des cheminots se souviennent avec une admiration émue des victimes du mouvement de février. Ils pensent aux cheminots qui dans les journées de février, ont payé de leur vie leur fidélité à la cause et ils font le serment d'être fidèles à tout jamais. Les cheminots syndicalistes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour atténuer le triste sort des victimes des mesures de représailles .... Les cheminots s'efforceront de redevenir par une fidélité plus grande à la cause du socialisme, par un esprit de sacrifice plus élevé, par un travail organique plus intense, ce qu'ils étaient autrefois: les troupes de choc du mouvement ouvrier autrichien .

La reconstitution de l'organisation des cheminots a commencé. Une nouvelle effervescence règne partout; le travail de propagande doit être entrepris avec d'autant plus de diligence. Il faut que les cheminots se mettent à l'oeuvre pour la reconstruction de leur organisation, en contact aussi étroit que possible avec les autres organisations syndicales libres. Aucun cheminot qui se respecte ne devra accepter une fonction dans une organisation mise au pas. Il faut que tous les efforts se concentrent pour porter préjudice aux organisations fascistes, pour saboter leur activité et pour renseigner les travailleurs des chemins de fer sur l'attitude scandaleuse et anti-ouvrière de ces organisations. Si nous sommes en mesure de reconstruire un mouvement syndical libre, en luttant avec une énergie farouche contre les difficultés inouïes de l'heure actuelle, nous réussirons à imposer la reconnaissance des organisations libres ressuscitées. Faire du tort aux organisations fascistes et les détruire, reconstruire nos organisations libres et en faire des groupements puissants, tel est le but immédiat qui se pose aux cheminots en tant que partie de l'ensemble du mouvement ouvrier autrichien. Cette condition préalable, indispensable pour la reconstruction du mouvement ouvrier autrichien, sera réalisée plus vite à mesure que les ressources morales et matérielles mises au service de la nouvelle organisation seront plus importantes. C'est pourquoi la conférence fait appel à tous les cheminots pour qu'ils remplissent leur devoir de solidarité et payent la cotisation de solidarité.

Les cheminots prennent acte avec satisfaction de ce que les fonds syndicaux, mis à l'abri de la convoitise des brigands fascistes, seront employés exclusivement pour la reconstruction de l'organisation et pour des buts de solidarité, sous le contrôle de la Fédération internationale des transports. Les hommes de confiance des cheminots savent que la grande masse des travailleurs des chemins de fer partage leurs sentiments de reconnaissance pour la circonspection avec laquelle les anciens dirigeants ont su sauver une partie importante de la fortune syndicale. Ils expriment leur reconnaissance et leur appréciation aux camarades qui ont su mener à bien cette tâche difficile.

La Conférence nationale invite tous les cheminots à se grouper en bloc dans l'organisation syndicale libre.

Montrez-vous dignes de nos pionniers ! Serrez les rangs!

Groupez-vous dans le syndicat libre!

Vive la combativité indomptable des cheminots! "

Cette conférence a été un prélude plein de promesses à la reconstruction de l'organisations des cheminots autrichiens.